

**Nous, chercheuses et chercheurs Toulousain.e.s, sommes aux côtés des jeunes pour appeler à une véritable transformation écologique et sociale et pour inciter notre communauté professionnelle à prendre ses responsabilités.**

Les étudiant.e.s et lycéen.ne.s ont lancé un appel à la « grève mondiale pour le futur » le 15 mars 2019, et pour des actions reconductibles et amplifiées chaque vendredi. Nous, personnels de la recherche publique et de l'enseignement supérieur, sommes à leurs côtés et avec les enseignant.e.s qui auront choisi de les accompagner. Nous célébrons leur exigence « d'entrer en résistance » face à l'inaction politique et à l'aveuglement ou au consentement passif qui s'en satisfait.

Par la recherche académique, nous avons un accès privilégié aux résultats très alarmants sur les bouleversements écologiques en cours et les dérèglements globaux sans précédent. Nous savons aussi que ceux-ci résultent des activités d'une partie de l'humanité à travers des systèmes socio-économiques qui ont montré leur incapacité structurelle à prendre en compte le long terme et les limites environnementales. Désormais globalisé, ce cadre général produit une fuite en avant destructrice. Les tendances actuelles nous conduisent vers des conditions critiques, au point que d'ici quelques décennies à peine l'habitabilité de notre planète pourrait être compromise.

Nos connaissances nous placent en position de témoins tristement privilégiés du gouffre toujours plus béant qui sépare le chemin que devraient suivre nos sociétés pour tenter de limiter la catastrophe – par une profonde transformation de nos modes de vie et les indispensables politiques de justice, de solidarité, de relocalisation et de résilience pouvant rendre ce tournant possible – et la trajectoire mortifère effectivement suivie. Dans la variété de nos disciplines, notre profession au service de la connaissance nous donne la responsabilité

d'en tirer des conséquences pratiques et un engagement dans l'action.

Au cœur même de nos institutions (CNRS, Instituts, Universités...), nous ne pouvons que constater que la transition – dans ses dimensions les plus simples – est loin d'être intégrée dans les objectifs et les pratiques. Combien d'organismes de recherche en France ont-ils mis en place une véritable politique de réduction de leur empreinte environnementale ? Combien d'entre nous ont réellement changé leurs habitudes (par exemple en limitant les déplacements en avion) ? La plupart de nos laboratoires sont aujourd'hui incapables d'évaluer leur propre impact, ne serait-ce qu'en réalisant un bilan carbone complet, alors que c'est une obligation légale. Les modalités d'évaluation des projets comme des carrières encouragent les circulations tous azimuts (notamment les congrès et colloques internationaux sans aucune retenue). Le fait que les institutions mêmes qui produisent les résultats les plus alarmants sur l'état du système Terre, et les chercheuses et chercheurs qui tirent régulièrement la sonnette d'alarme, soient incapables de mettre en place les mesures pour limiter leur propre impact est à l'image du déni généralisé qui caractérise nos sociétés.

L'inaction du milieu de la recherche académique et de ses institutions est révélatrice du défi devant lequel nous nous trouvons. Notre civilisation est celle des technosciences et la recherche est au cœur d'un projet de société toujours animé par la notion d'un inéluctable « progrès ». Si ce terme recouvre des réalités concrètes bénéfiques – quoique fort inégalement réparties –, il sert aussi à cautionner une fuite en avant continue, un processus de

transformation auto-entretenu dont l'accélération est porteuse de régressions, d'impasses et d'illusions qui nous aveuglent. Alors que domine la logique économique capitaliste, l'idée même de progrès est aussi dévoyée quand elle se réduit à l'indice de « croissance » économique, quelles qu'en soient les conséquences néfastes, notamment à long terme. La recherche est considérée comme un moteur d'innovation positive, source d'inspiration et de culture pour notre société. Elle semble pourtant trop souvent animée par l'illusoire et dangereuse idée d'expansion et de modernisation infinies, contribuant sans réflexivité à la quête effrénée de « nouveautés » et de coups d'éclat.

Questionner la façon dont nous pratiquons la recherche aujourd'hui, c'est donc aussi interroger notre rapport au savoir et au monde. C'est toucher aux fondations de notre civilisation, ce qui nous effraie et nous tétanise jusqu'à rendre le sujet tabou. Dans l'imaginaire collectif, la soif de connaissance est un héritage direct des Lumières. En questionner les motivations, les priorités et surtout les applications reviendrait à renouer avec l'obscurantisme – beaucoup refermant par avance toute réflexion en brandissant le fantasme du « retour à la bougie » ou du « réveil de l'inquisition »... De même, soulever le rapport entre la recherche et l'économie serait cautionner la récession, le chômage, les pénuries, voire refuser de « nourrir la planète ». A quoi s'ajoutent les effets bien connus de désinformation par de puissants lobbies (industriels et autres) défendant leurs intérêts au détriment d'une conception éclairée du bien commun.

Pourtant, à l'aune de la rupture environnementale globale n'est-il pas urgent de dépasser ces blocages et de nous interroger ? Pourquoi, pour qui et à quel prix voulons-nous savoir ? Quelle inspiration et quelle culture voulons-nous transmettre aux générations futures pour leur permettre

de vivre dignement sur notre planète ? Quelle innovation y contribuera et quelle autre s'en éloignera ? N'est-il pas absurde, de continuer à accumuler des recherches ne tenant aucun compte de l'effondrement qui s'annonce ? Quelle valeur auront nos savoirs académiques si, demain, ils sont perdus ou inutilisables (régression technologique, pertes des supports, ressources et énergies indisponibles, monde chaotique, etc.) ou à l'extrême parce qu'il n'y aura plus personne pour s'y intéresser ? Finalement, une recherche qui ne s'applique pas à elle-même des règles pour d'abord œuvrer à préserver le vivant et l'habitabilité de la Terre a-t-elle encore un sens ?

Une partie de la population, dont bon nombre de scientifiques, répondra que ce sont justement les applications de la recherche telle qu'elle se pratique qui sauveront le monde, que le salut sera technologique (croissance verte, intelligence artificielle, transhumanisme, géo-ingénierie, conquête spatiale, etc.). Qui peut encore sérieusement croire à ces affirmations au vu des trajectoires en cours et de l'urgence de la situation ? N'est-ce pas encore se bercer d'illusions dangereuses pour éviter de transformer nos cadres d'organisation et notre système socio-économique ? Une leçon de la modernité est que les promesses prométhéennes conduisent souvent à de nouveaux problèmes, parfois plus graves que ceux qu'elles prétendaient résoudre. De nouveaux risques (dérèglement climatique, contamination chimique généralisée, disparition des insectes, résistance aux antibiotiques, déchets radioactifs, explosion des maladies chroniques, etc.) deviennent de plus en plus difficiles à traiter, certains pouvant avoir des conséquences catastrophiques. Ces risques sont pourtant un fruit de la recherche, des progrès de la science appliquée, et entretiennent la fuite en avant technologique et énergétique, générant ainsi la spirale « énergie-complexité » décrite par Joseph Tainter. Les

scientifiques sont donc aussi en partie les agents de transformations qui sont au cœur de la dynamique de destruction de notre planète.

Ainsi, le défi de la « transition » écologique et sociale tient aux bouleversements profonds qu'elle nécessite et qui vont jusqu'à questionner les certitudes qui forment le socle de notre civilisation techno-industrielle. Pour permettre non seulement aux générations futures mais aussi à cette génération de vivre dignement sur notre planète, il ne s'agit pas seulement de réorienter la politique, les investissements ou la fiscalité, d'établir de nouvelles lois ou normes réglementaires, ni même de modifier nos institutions et nos pratiques quotidiennes. Il s'agit aussi de changer notre rapport au monde.

Cette journée de mobilisation mondiale du 15 mars lancée par la jeunesse doit nous interpeller et nous faire réagir. Nous invitons tous nos collègues du monde de la recherche à contribuer à cette réflexion et à s'unir à travers des initiatives collectives. Les signataires de cette tribune s'engagent à œuvrer ensemble en ce sens, notamment autour de propositions concrètes.

Les jeunes vont appeler tous les humains à « entrer en résistance » pour réorienter vraiment nos sociétés et arrêter d'anéantir l'avenir des générations futures et d'une bonne partie du vivant. Le défi est immense mais l'enjeu est plus grand encore. Chercheuses et chercheurs, nous avons le devoir de nous y engager avec toute la lucidité et la détermination exigées.

Ce texte émane de l'Atelier d'Écologie Politique de Toulouse  
<https://atecopol.hypotheses.org/>

#### **Signataires (par ordre alphabétique) :**

Simon Barbot, doctorant en océanographie, Laboratoire d'Études en Géophysique et Océanographie Spatiales (LEGOS), UMR CNRS – Université Toulouse Paul Sabatier – CNES – CLS

Frédéric Boone, astronome adjoint, Institut de Recherche en Astrophysique et Planétologie (IRAP), UMR CNRS – Université Toulouse Paul Sabatier

Julian Carrey, professeur en physique, Laboratoire de Physique et Chimie des Nano-Objets (LPCNO), UMR CNRS – INSA – Université Toulouse Paul Sabatier.

Jérémy Cavé, docteur en aménagement urbain, chercheur indépendant en écologie urbaine et chargé d'enseignement à Sciences Po Toulouse.

Claire Couly, docteure en ethnobiologie.

Marc Deconchat, DR INRA, agronome et écologue des paysages, laboratoire DYNAmique et écologie des paysages AgriFORestiers (DYNAFOR), UMR INRA – INP – Ecole d'ingénieur de Purpan.

Fabienne Denoual, maîtresse de conférences en design, laboratoire Lettres, Langages et Arts Création, Recherche, Émergence, en Arts, Textes, Images, Spectacles (LLA-CRÉATIS), Université Toulouse Jean-Jaurès.

Frédéric Durand, professeur en géographie, Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST), UMR CNRS – Université Toulouse Jean-Jaurès.

Michel Duru, DR INRA en environnement et agrologie, laboratoire AGroécologie - Innovations - TeRritoires (AGIR), UMR INRA – INP-Toulouse - ENSFEA.

Steve Hagimont, ATER et docteur en histoire contemporaine, laboratoire France, Amérique, Espagne – sociétés, pouvoirs, acteurs (FRAMESPA), UMR CNRS – Université Toulouse Jean-Jaurès.

Jean-Michel Hupé, CR CNRS en sciences cognitives, Centre de Recherche Cerveau et Cognition (CerCo), UMR CNRS – Université Toulouse Paul Sabatier

Béatrice Jalenques-Vigouroux, maîtresse de conférences en sciences de l'information et de la communication, INSA.

Rachel Jouan, docteure vétérinaire, consultante en adaptation au changement climatique et engagement des acteurs.

Étienne-Pascal Journet, CR CNRS en biologie des interactions végétales et agronomie, laboratoire AGroécologie - Innovations - TeRritoires (AGIR), UMR INRA – INP-Toulouse - ENSFEA.

Sébastien Lachaize, maître de conférences en physique et chimie, Laboratoire de Physique et Chimie des Nano-objets (LPCNO), UMR CNRS – INSA – Université Toulouse Paul Sabatier

Vanessa Léa, CR CNRS en archéologie, laboratoire TRACES, UMR CNRS – Université Toulouse Jean-Jaurès & Laboratoire d'Écologie fonctionnelle et environnement (EcoLab), UMR CNRS INP – Université Toulouse Paul Sabatier.

Tristan Loubes, doctorant en histoire environnementale, Université Paris-Est Marne-la-vallée (ACP) et Université de Montréal.

Hervé Philippe, DR CNRS, Station d'Ecologie Théorique et Expérimentale (SETE) de Moulis, UMR CNRS – Université Toulouse Paul Sabatier.

Gaël Plumecocq, CR INRA en économie, laboratoire Agroécologie - Innovations - TeRritoires (AGIR), UMR INRA – INP-Toulouse – ENSFEA.

Julien Rebotier, CR CNRS en géographie, Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST), UMR CNRS – Université Toulouse Jean-Jaurès.

Béatrice Roure, docteure en bioinformatique, ingénieure de recherche indépendante en phylogénomique

Roman Teisserenc, maître de conférences en biogéochimie de l'environnement, Laboratoire d'Écologie fonctionnelle et environnement (ECOLAB), UMR CNRS – INP – ENSAT – Université Toulouse Paul Sabatier.

Laure Teulières, maîtresse de conférences en histoire contemporaine, laboratoire France, Amérique, Espagne – sociétés, pouvoirs, acteurs (FRAMESPA), UMR CNRS – Université Toulouse Jean-Jaurès.

Vincent Vlès, professeur en aménagement et urbanisme, Centre d'Étude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir (CERTOP), UMR CNRS – Université Toulouse Jean Jaurès – Université Toulouse Paul Sabatier.